

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/ALB/5/Rev.7

30 septembre 1999

(99-4061)

Groupe de travail de l'accession de l'Albanie

Original: anglais

ACCESSION DE L'ALBANIE

Projet de liste concernant les services

Révision

Le Ministère de la coopération économique et du commerce de la République d'Albanie a fait parvenir au Secrétariat le projet de liste révisé concernant les services ci-après.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
A. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
Propriété foncière		3) Les personnes physiques ou morales étrangères qui envisagent de fournir des services ou fournissent des services sur le territoire de la République d'Albanie sont autorisées à louer ou acquérir des terres non agricoles, privées ou appartenant à l'État, qui sont nécessaires à l'exercice de leurs activités. L'acquisition de terres non agricoles appartenant à l'État est possible si la valeur de l'investissement envisagé sur le terrain est trois fois supérieure à la valeur de celui-ci. C'est le Conseil des Ministres qui fixe la valeur des terres non agricoles appartenant à l'État. Il n'existe aucune restriction en ce qui concerne l'acquisition de terrains privés ou la location de terrains.	
Admission et séjour temporaire de personnes physiques étrangères	4) L'admission de personnes physiques d'un autre Membre est limitée aux catégories suivantes: a) Personnes transférées à l'intérieur d'une société: personnes indispensables (cadres supérieurs, dirigeants, spécialistes), employées d'entreprises ou de sociétés fournissant des services en Albanie par l'intermédiaire d'une succursale, d'une filiale ou d'une société affiliée établie en Albanie. La durée du séjour est limitée à cinq ans.		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>b) Vendeurs de services: Personnes employées ou mandatées par une entreprise, qui séjournent temporairement en Albanie afin de conclure des contrats de vente de services pour le compte de cette entreprise. L'autorisation d'entrée est accordée pour un séjour limité à six mois au cours d'une période de 12 mois et peut être renouvelée.</p> <p>Personnes employées par une entreprise n'ayant pas de présence commerciale en Albanie qui a conclu un contrat de services avec une entreprise engagée dans des opérations commerciales substantielles en Albanie. L'autorisation d'entrée est accordée pour un séjour limité à six mois au cours d'une période de 12 mois et peut être renouvelée.</p> <p>c) Personnes chargées d'établir une présence commerciale: Personnes employées par une entreprise n'ayant pas de présence commerciale en Albanie qui séjournent de manière temporaire en Albanie afin d'y établir une présence commerciale de cette entreprise. L'autorisation d'entrée est accordée pour un séjour limité à trois mois et peut être renouvelée.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Contrôle des transactions financières et des mouvements de capitaux	<p>Les entrées de capitaux ne sont soumises à aucune restriction.</p> <p>Les personnes physiques ou morales (autres que les banques), résidentes ou non-résidentes peuvent effectuer librement les transferts de capitaux suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Transferts à l'étranger correspondant à la somme de l'apport de capitaux antérieur et des revenus issus: <ol style="list-style-type: none"> a) de recettes; b) d'indemnités; c) de paiements résultant d'un différend relatif à un investissement; d) du remboursement de prêts selon le calendrier d'amortissement; e) de la vente ou de la liquidation en totalité ou en partie d'un investissement; et f) de la restitution de parts des actionnaires lorsqu'une société effectue une réduction du capital conformément à la législation albanaise. 2. Transferts à l'étranger correspondant aux montants des revenus issus des dépôts effectués par des non-résidents auprès de banques albanaises résidentes. 3. Transferts à l'étranger correspondant aux actifs d'émigrants albanais quittant définitivement le pays. <p>Aucun autre transfert de capitaux à l'étranger ne peut être effectué librement par les résidents ou non-résidents. Les résidents ou non-résidents qui souhaitent effectuer des transferts de capitaux à l'étranger autres que ceux qui sont mentionnés ci-dessus doivent obtenir au préalable l'autorisation écrite de la Banque d'Albanie.</p> <p>La Banque d'Albanie se réserve le droit de maintenir un contrôle des capitaux fondé sur le traitement national. Le régime en vigueur sera éliminé au plus tard en 2010.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES			
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
A) Services professionnels			
a) Services juridiques (861)			
a) Services juridiques (861, à l'exception des services de conseil concernant le droit en vigueur dans la circonscription où le fournisseur de services est agréé en qualité de juriste)	1) Seuls les avocats et les notaires ressortissants albanais qui résident en Albanie sont habilités à fournir ces services. 2) Néant. 3) Seuls les avocats et les notaires ressortissants albanais qui résident en Albanie sont habilités à fournir ces services. 4) Seuls les avocats et les notaires ressortissants albanais qui résident en Albanie sont habilités à fournir ces services.	1) Non consolidé. 2) Néant. 3) Non consolidé. 4) Non consolidé.	
Conseil sur le droit en vigueur dans la circonscription où le fournisseur de services est agréé en qualité de juriste et le droit international	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
b) Services comptables, d'audit et de tenue de livres (862)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
c) Services de conseil fiscal (863)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
d) Services d'architecture (8671)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
e) Services d'ingénierie (8672)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
f) Services intégrés d'ingénierie (8673)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
g) Services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère (8674)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
h) Services médicaux et dentaires (9312)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant, sauf que le partenariat avec un professionnel albanais est nécessaire pour l'obtention d'une licence, que celui-ci soit associé ou salarié de l'entreprise étrangère. 4) Néant.	
i) Services vétérinaires (932)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
j) Services des accoucheuses, infirmières et physiothérapeutes et du personnel paramédical (93191)	1) Non consolidé.* 2) Néant 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Non consolidé.* 2) Néant. 3) Néant, sauf que le partenariat avec un professionnel albanais est nécessaire pour l'obtention d'une licence, que celui-ci soit associé ou salarié de l'entreprise étrangère. 4) Néant.	

* Faute de faisabilité technique.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. Services informatiques et services connexes			
a) Services de consultation en matière d'installation des matériels informatiques (841)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
b) Services de réalisation de logiciels (842)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
c) Services de traitement de données (843)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
d) Services de bases de données (844)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
e) Autres services (845+849)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
E. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs			
e) Autres (832) y compris location de cassettes vidéo enregistrées destinées à être jouées sur du matériel domestique et des disques optiques (83202)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
F. Autres services fournis aux entreprises			
a) Services de publicité (871)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
b) Services d'études de marché et de sondages (864)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
c) Services de conseil en gestion (865)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
d) Services liés aux services de consultation en matière de gestion (866)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
e) Services d'essais et d'analyses techniques (8676)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
f) Services annexes à l'agriculture, à la chasse et à la sylviculture (881)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
g) Services annexes à la pêche (882)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
h) Services annexes aux industries extractives (883); (5115)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
i) Services annexes aux industries manufacturières (884, 885)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
m) Services connexes de consultations scientifiques et techniques (8675)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
n) Services d'entretien et de réparation de matériel (663 et 8861 à 8866)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
Services de désinfection (87401)	1) Non consolidé.* 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Non consolidé.* 2) Néant. 3) Néant, sauf que le partenariat avec un professionnel albanais est nécessaire pour l'obtention d'une licence. 4) Néant.	
q) Services de conditionnement (876)	1) Non consolidé.* 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Non consolidé.* 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

* Faute de faisabilité technique.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
r) Services d'impression et de publication (88442)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
s) Services de congrès (87909)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
2. SERVICES DE COMMUNICATION			
A. Services postaux Services postaux relatifs aux colis (75112)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
B. Services de courrier (7512)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. Services de télécommunication			
Les engagements souscrits par l'Albanie reposent sur les principes d'établissement des listes énoncés dans les documents suivants: "Note sur l'établissement des listes d'engagements pour les télécommunications de base " (S/GBT/W/2/Rev.1), et "Limitations concernant l'accès aux marchés qui ont trait à la disponibilité du spectre" (S/GBT/W/3)			
Pour tous les sous-secteurs des services de télécommunication	1) et 3) L'entreprise albanaise des télécommunications (AT) a des droits exclusifs pour la téléphonie fixe, sauf dans les zones rurales. Pas de limitations à compter du 1 ^{er} janvier 2003. En ce qui concerne les services de réseaux de téléphonie mobile, l'entreprise albanaise de communications mobiles (AMC) a des droits exclusifs jusqu'à la fin du processus de privatisation, soit jusqu'au 31 décembre 1999. 4) Une personne physique ne peut pas fournir de services de télécommunication en Albanie si elle n'est pas enregistrée comme personne morale.		Le gouvernement albanaise publiera les règles et dispositions réglementaires concernant une plus grande ouverture à la concurrence dans le domaine des services de télécommunication de base. Le document de référence énonçant les principes concernant le cadre réglementaire est annexé en tant qu'engagement additionnel de la République d'Albanie.
a) Services de téléphones publics (7521)			
Services de téléphones publics pour appels locaux (en zone urbaine) (75211)	1) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2003. 2) Néant. 3) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2003. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et dans la partie "Engagements horizontaux" du secteur des télécommunications.	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
Services de téléphones publics pour appels locaux (en zone rurale) (75211)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et dans la partie "Engagements horizontaux" du secteur des télécommunications.	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de téléphones publics pour appels interurbains – nationaux (75212)	1) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2003. 2) Néant. 3) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2003. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et dans la partie "Engagements horizontaux" du secteur des télécommunications.	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
Services de téléphones publics pour appels internationaux (75212)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2003. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et dans la partie "Engagements horizontaux" du secteur des télécommunications.	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
Services téléphoniques mobiles cellulaires analogiques/numériques (75213) – services mobiles de téléphonie vocale et de transmission de données – services de communications personnelles	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2000. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et dans la partie "Engagements horizontaux" du secteur des télécommunications.	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
b) Services de transmission de données avec commutation par paquets (75231)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et dans la partie "Engagements horizontaux" du secteur des télécommunications.	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
c) Services de transmission de données avec commutation de circuits (75232)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et dans la partie "Engagements horizontaux" du secteur des télécommunications.	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d) Services de télex (7523)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2003. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et dans la partie "Engagements horizontaux" du secteur des télécommunications.	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
e) Services télégraphiques (7522)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2003. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et dans la partie "Engagements horizontaux" du secteur des télécommunications.	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
f) Services de télécopie (75211, 7559)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et dans la partie "Engagements horizontaux" du secteur des télécommunications.	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
g) Services de circuits loués privés (7522 et 7523)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2003. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et dans la partie "Engagements horizontaux" du secteur des télécommunications.	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
o) Autres services de télécommunication (7529)			
Services de radiorecherche, services à valeur ajoutée (75291), par exemple courrier électronique, messagerie vocale, services directs de recherche d'informations permanente et de serveur de bases de données, échange électronique de données, services à valeur ajoutée/améliorés de télécopie, y compris enregistrement et retransmission et enregistrement et recherche, conversion de codes et de protocoles, services de traitement direct de l'information et/ou de données (y compris traitement de transactions)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et dans la partie "Engagements horizontaux" du secteur des télécommunications.	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
D. Services audiovisuels			
a) Services de distribution de films cinématographiques et de bandes vidéo (96113)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant, sauf non consolidé pour le subventionnement de films cinématographiques. 2) Néant. 3) Néant, sauf non consolidé pour le subventionnement de films cinématographiques. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Services de retransmission d'émissions radiophoniques et télévisuelles (7524) limités aux services de réseau nécessaires à la transmission de signaux télévisuels ou sonores et n'établissant pas d'obligation en ce qui concerne le contenu des signaux transmis	<p>1) Les stations de répétition doivent obtenir une licence auprès du Conseil national de radiodiffusion et de télédiffusion, qui décide du nombre de stations de répétition pour chaque zone publique.</p> <p>2) Néant.</p> <p>3) Les sociétés nationales de radiodiffusion ou de télédiffusion doivent être constituées sous forme de sociétés à responsabilité limitée dans lesquelles aucun actionnaire ne peut détenir plus de 40 pour cent du capital. Les actionnaires d'une société nationale de radiodiffusion ou de télédiffusion ne peuvent pas acquérir les actions d'une autre société du même type. La durée de validité de la licence est limitée à six ans pour la radiodiffusion nationale et à trois ans pour la radiodiffusion locale; elle est limitée à huit ans pour la télédiffusion nationale et à cinq ans pour la télédiffusion locale. Il est interdit d'utiliser le nom d'une autre société de radiotélévision. Une personne physique ne peut obtenir de licence si la transmission couvre une zone urbaine de plus de 200 000 habitants.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p>	<p>1) Non consolidé.</p> <p>2) Néant.</p> <p>3) Néant.</p> <p>4) Néant.</p>	
e) Services d'enregistrement sonore	<p>1) Néant.</p> <p>2) Néant.</p> <p>3) Néant.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p>	<p>1) Néant.</p> <p>2) Néant.</p> <p>3) Néant.</p> <p>4) Néant.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
3. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES			
A. Travaux généraux de construction de bâtiments (512)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
B. Travaux généraux de construction d'ouvrages de génie civil (513)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
C. Travaux de pose d'installations et de montage (514 et 516)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
D. Travaux d'achèvement et de finition des bâtiments (517)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
E. Autres services (511+515+518)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
4. SERVICES DE DISTRIBUTION			
A. Services de courtage (621)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant, sauf que pour les services de courtage concernant les marchandises relevant de la sous-classe 62117, le partenariat avec un professionnel albanais est nécessaire pour l'obtention d'une licence, que celui-ci soit associé ou salarié de l'entreprise étrangère. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. Services de commerce de gros (622)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant, sauf que pour le commerce de gros des marchandises relevant des sous-classes 62251 et 62252, le partenariat avec un professionnel albanais est nécessaire pour l'obtention d'une licence, que celui-ci soit associé ou salarié de l'entreprise étrangère. 4) Néant.	
C. Services de commerce de détail (631+632+633+611+612), y compris disques et bandes pour l'enregistrement du son et de l'image et disques optiques (63234)	1) Néant, sauf en ce qui concerne le commerce de détail des marchandises relevant de la sous-classe 63211. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant, sauf en ce qui concerne le commerce de détail des marchandises relevant de la sous-classe 63211. 2) Néant. 3) Néant, sauf que pour le commerce de détail des marchandises relevant de la sous-classe 63211, le partenariat avec un professionnel albanais est nécessaire pour l'obtention d'une licence, que celui-ci soit associé ou salarié de l'entreprise étrangère. 4) Néant.	
D. Services de franchisage (8929)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
5. SERVICES D'ÉDUCATION (92)			
A. Services d'enseignement primaire (921)	1) Non consolidé. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. Services d'enseignement secondaire (922)			
Services d'enseignement secondaire général (9221)	1) Non consolidé. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
Services d'enseignement secondaire supérieur (9222)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
C. Services d'enseignement supérieur (923)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
D. Services d'enseignement pour adultes (924)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
6. SERVICES CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT			
A. Services d'assainissement (9401)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
B. Services d'enlèvement des ordures (9402)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
C. Services de voirie et services analogues (9403)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de purification des gaz brûlés (9404)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
Services de lutte contre le bruit (9405)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
7. SERVICES FINANCIERS			
a) Services d'assurances-vie (8121) b) Services d'assurance autre que sur la vie (8129) (à l'exclusion des services d'assurance maritime, d'assurance aérienne et d'assurance d'autres modes de transport (81293))	1) Non consolidé sauf, à compter du 1 ^{er} janvier 2005, néant pour l'assurance des non-résidents et les investissements étrangers. 2) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2003. 3) Néant, sauf que pour les coentreprises établies ou agréées pour exercer des activités ou fournir des services, entre la date de l'accession et le 1 ^{er} janvier 2000, la participation étrangère ne pourra pas excéder 40 pour cent du capital ou des droits de vote. À compter du 1 ^{er} janvier 2000, la participation étrangère à ces coentreprises ne pourra pas dépasser 70 pour cent. À compter du 1 ^{er} janvier 2005, elle ne sera soumise à aucune restriction. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Non consolidé sauf, à compter du 1 ^{er} janvier 2005, néant pour l'assurance des non-résidents et les investissements étrangers. 2) Néant à compter du 1 ^{er} janvier 2003. 3) Néant, sauf qu'entre la date de l'accession et le 1 ^{er} janvier 2002, seules les entreprises qui ont exercé des activités d'assurance pendant au moins dix ans dans le pays d'origine pourront établir une présence commerciale ou seront agréées pour exercer des activités ou fournir des services. Après le 1 ^{er} janvier 2002, la présence commerciale sera limitée aux entreprises ayant exercé des activités d'assurance pendant au moins cinq ans dans le pays d'origine. Pour toutes les formes de présence commerciale, le représentant principal de l'entreprise doit résider en Albanie. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services d'assurance maritime, d'assurance aérienne et d'assurance d'autres modes de transport (81293) Services de réassurance et de rétrocession (81299)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant, sauf que pour les coentreprises établies ou agréées pour exercer des activités ou fournir des services, entre la date de l'accession et le 1 ^{er} janvier 2000, la participation étrangère ne pourra pas excéder 40 pour cent du capital ou des droits de vote. À compter du 1 ^{er} janvier 2000, la participation étrangère à ces coentreprises ne pourra pas dépasser 70 pour cent. À compter du 1 ^{er} janvier 2005, elle ne sera soumise à aucune restriction. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf qu'entre la date de l'accession et le 1 ^{er} janvier 2002, seules les entreprises qui ont exercé des activités d'assurance pendant au moins dix ans dans le pays d'origine pourront établir une présence commerciale ou seront agréées pour exercer des activités ou fournir des services. Après le 1 ^{er} janvier 2002, la présence commerciale sera limitée aux entreprises ayant exercé des activités d'assurance pendant au moins cinq ans dans le pays d'origine. Pour toutes les formes de présence commerciale, le représentant principal de l'entreprise doit résider en Albanie. 4) Néant.	
d) Intermédiation en assurance, par exemple activités de courtage et d'agence (8140) Services auxiliaires de l'assurance, y compris services de consultation, services actuariels, évaluation du risque et liquidation des sinistres (8140)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
B. Services bancaires et autres services financiers			
Services bancaires et autres services financiers	Aux termes de la loi actuelle sur les fonds d'investissement, les fonds de base ne peuvent obtenir une licence que si 50 pour cent de leur capital appartiennent à des personnes physiques ou morales albanaises.		Cette restriction n'apparaît pas dans les dispositions du projet de loi sur les fonds d'investissement, qui devrait être adopté par le Parlement en 1999.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public (81115-81119)	1) Non consolidé. 2) Néant, sauf en ce qui concerne les contrôles de mouvements de capitaux indiqués sous "Engagements horizontaux", qui seront supprimés au plus tard en 2010. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
b) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales (8113)	1) Non consolidé. 2) Néant, sauf en ce qui concerne les contrôles de mouvements de capitaux indiqués sous "Engagements horizontaux", qui seront supprimés au plus tard en 2010. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
c) Crédit-bail (8112)	1) Non consolidé. 2) Néant, sauf en ce qui concerne les contrôles de mouvements de capitaux indiqués sous "Engagements horizontaux", qui seront supprimés au plus tard en 2010. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
d) Tous services de règlement et de transferts monétaires (81339)	1) Non consolidé. 2) Néant, sauf en ce qui concerne les contrôles de mouvements de capitaux indiqués sous "Engagements horizontaux", qui seront supprimés au plus tard en 2010. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
e) Garanties et engagements (81199)	1) Non consolidé. 2) Néant, sauf en ce qui concerne les contrôles de mouvements de capitaux indiqués sous "Engagements horizontaux", qui seront supprimés au plus tard en 2010. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
f) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autre, sur:			
- instruments du marché monétaire (chèques, effets, certificats de dépôt, etc.) (81339) - devises - produits dérivés, y compris, mais non exclusivement, instruments à terme et options	1) Non consolidé. 2) Néant, sauf en ce qui concerne les contrôles de mouvements de capitaux indiqués sous "Engagements horizontaux", qui seront supprimés au plus tard en 2010. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". 1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant. 1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	L'Albanie accordera l'accès au marché sur la base du traitement national aux fournisseurs étrangers de services financiers soit après la mise en place d'une réglementation prudentielle régissant ces activités, soit lorsque ces activités seront effectivement exercées sur le marché national avec l'agrément des autorités, si la seconde éventualité se réalise avant la première.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- instruments du marché des changes et du marché monétaire, y compris swaps, accords de taux à terme, etc. - valeurs mobilières négociables - autres instruments et actifs financiers négociables, y compris métal	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	L'Albanie accordera l'accès au marché sur la base du traitement national aux fournisseurs étrangers de services financiers soit après la mise en place d'une réglementation prudentielle régissant ces activités, soit lorsque ces activités seront effectivement exercées sur le marché national avec l'agrément des autorités, si la seconde éventualité se réalise avant la première.
g) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services relatifs à ces émissions (8132)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	L'Albanie accordera l'accès au marché sur la base du traitement national aux fournisseurs étrangers de services financiers soit après la mise en place d'une réglementation prudentielle régissant ces activités, soit lorsque ces activités seront effectivement exercées sur le marché national avec l'agrément des autorités, si la seconde éventualité se réalise avant la première.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
h) Courtage monétaire (81339)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	L'Albanie accordera l'accès au marché sur la base du traitement national aux fournisseurs étrangers de services financiers soit après la mise en place d'une réglementation prudentielle régissant ces activités, soit lorsque ces activités seront effectivement exercées sur le marché national avec l'agrément des autorités, si la seconde éventualité se réalise avant la première.
i) Gestion d'actifs, par exemple gestion de trésorerie ou de portefeuille, gestion de fonds de pension, services de garde et services fiduciaires	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	L'Albanie accordera l'accès au marché sur la base du traitement national aux fournisseurs étrangers de services financiers soit après la mise en place d'une réglementation prudentielle régissant ces activités, soit lorsque ces activités seront effectivement exercées sur le marché national avec l'agrément des autorités, si la seconde éventualité se réalise avant la première.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
j) Services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, y compris valeurs mobilières, produits dérivés et autres instruments négociables (81339)	1) Non consolidé. 2) Non consolidé. 3) Pour l'instant, les services de règlement et de compensation ne sont offerts que par la Banque d'Albanie. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	La Banque d'Albanie offrira les services de compensation pendant cinq ans à compter de la date de l'accession puis ils seront fournis par d'autres établissements. La Banque d'Albanie conservera le monopole du système de paiements interbancaires et du règlement brut en temps réel.
k) Services de conseil et autres services financiers auxiliaires de toutes les activités énumérées dans la partie B du document MTN.TNC/W/50, y compris cote de crédit et analyse financière, recherche et conseil en investissements et en placements et conseil en matière d'acquisitions, de restructurations et de stratégies d'entreprises (8131 ou 8133)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
l) Fourniture et transfert d'informations financières, et traitement de données financières et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers (8131)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
8. SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX (autres que ceux qui sont indiqués sous 1.A.h) à j))			
A. Services hospitaliers (9311)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant, sauf que le partenariat avec un professionnel albanais est nécessaire pour l'obtention d'une licence, que celui-ci soit associé ou salarié de l'entreprise étrangère. 4) Non consolidé.	
B. Autres services de santé humaine (9319, autres que 93191)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant, sauf que le partenariat avec un professionnel albanais est nécessaire pour l'obtention d'une licence. 4) Non consolidé.	
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
A. Services d'hôtellerie et de restauration (641, 642, 643)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques (7471)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
C. Services de guides touristiques (7472)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
10. SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS			
A. Services de spectacles Services fournis par des exploitants ou propriétaires de cinémas et de théâtres (96199 ^{**})	1) Non consolidé. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Non consolidé. 2) Néant. 3) Néant, sauf non consolidé pour l'accès aux subventions. 4) Néant.	
B. Services d'agences de presse (962)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
C. Services des bibliothèques (96311)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
C. Services des archives (96312)	1) Non consolidé. 2) Non consolidé. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
D. Services sportifs et autres services récréatifs (964)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontière 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
11. SERVICES DE TRANSPORT			
A. Services de transport maritime			
Transport international a) Transport de voyageurs (7211) et de marchandises (7211 à 7212) à l'exception du cabotage			Les services portuaires ci-après sont ouverts aux fournisseurs de services de transports maritimes internationaux dans des conditions raisonnables et non discriminatoires: 1. Pilotage 2. Poussage et remorquage 3. Approvisionnement en vivres, en combustibles et en eau 4. Enlèvement des ordures, vidange des déchets de soute 5. Services de capitainerie de port 6. Aides à la navigation 7. Services à terre indispensables pour le fonctionnement des navires, y compris équipement de communication et de fourniture d'eau et d'électricité 8. Équipements pour les réparations d'urgence 9. Services d'ancrage et d'accostage à quai
c) Location de navires avec équipage (7213) d) Entretien et réparation de navires (8868*)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
f) Services annexes des transports maritimes (745 ^{**})			Les services annexes sont assurés par l'Administration portuaire. Ils sont visés par la Loi sur la privatisation des entreprises stratégiques et devraient être libéralisés. Entre-temps, la privatisation de différents services a commencé, notamment pour les services d'agences maritimes, les services de pilotage, les services d'enlèvement des ordures, les services de transitaire, etc.
C. Services de transport aérien			
d) Maintenance et réparation d'aéronefs (8868 [*])	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
F. Services de transport routier			
a) Transport de voyageurs i) Transport international de voyageurs (7121 et 7122), à l'exception du cabotage ii) Transport intérieur de voyageurs, à l'exception du cabotage (7121 et 7122)	1) Non consolidé. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". 1) Non consolidé.* 2) Non consolidé.* 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Non consolidé. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant. 1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

* Ce mode de fourniture n'est pas praticable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Transport de marchandises (7123) i) Transport international de marchandises ii) Transport intérieur de marchandises, à l'exception du cabotage	1) Non consolidé. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". 1) Non consolidé.* 2) Non consolidé.* 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Non consolidé. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant. 1) Non consolidé.* 2) Non consolidé.* 3) Néant. 4) Néant.	
c) Location de véhicules commerciaux avec chauffeur (7124)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
d) Entretien et réparation du matériel de transport routier (6112 et 8867)	1) Néant, sauf en cas d'infaisabilité technique. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
e) Services annexes du transport routier (744)	1) Néant, sauf en cas d'infaisabilité technique. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

* Ce mode de fourniture n'est pas praticable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
H. Services annexes et auxiliaires à tous les modes de transport			
a) Services de manutention de marchandises (741)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
b) Services d'entreposage et de magasinage (742)	1) Non consolidé.* 2) Néant. 3) Néant.** 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Non consolidé.* 2) Néant. 3) Néant.** 4) Néant.	
c) Services des agences de transport des marchandises (748)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	
d) Autres services annexes et auxiliaires des transports, par exemple services d'inspection (749**)	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	1) Néant. 2) Néant. 3) Néant. 4) Néant.	

* Un engagement relatif à ce mode de livraison n'est pas praticable.

** Des procédures d'octroi de licences ou de concessions pour des services publics peuvent être d'application dans le cas d'activités relevant du domaine public.

ALBANIE – LISTE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transport routier; voyageurs et marchandises	Dispositions d'accords bilatéraux ou plurilatéraux existants ou futurs concernant le transport routier international (y compris le transport combiné route/rail) réservant ou limitant la fourniture d'un service de transport à destination du territoire de la République d'Albanie, dans ce territoire, à travers ce territoire et à sa sortie vers les parties contractantes aux véhicules enregistrés dans chaque partie contractante.	Tous les pays avec lesquels l'Albanie a conclu un accord bilatéral ou plurilatéral sur le transport routier: Grèce, Italie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Turquie, Slovénie, Croatie, Suède, Allemagne, Russie, Suisse, France, Danemark, Royaume-Uni , Pays-Bas, Pologne, Bulgarie et Hongrie.	Indéterminée	L'exemption est rendue nécessaire par les caractéristiques des services de transport routier de la région.
Vente et commercialisation des services de transport aérien et systèmes de réservation informatisés	Accès préférentiel au marché résultant d'accords bilatéraux sur le transport aérien	Tous les pays avec lesquels l'Albanie a conclu un accord bilatéral sur le transport aérien: Hongrie, Chine, Grèce, Turquie, Roumanie, Suisse, Pakistan, Bulgarie, Allemagne, Slovénie, Italie, Autriche , Ex-République yougoslave de Macédoine, Russie, Royaume-Uni , Croatie, Égypte, Yougoslavie, Pays-Bas.	Indéterminée	Dispositions réciproques concernant la fourniture de services de transport aérien résultant d'accords bilatéraux sur le transport aérien.
Services audiovisuels - Production et distribution d'œuvres audiovisuelles par la radiodiffusion ou d'autres formes de transmission au public	Mesures qui définissent les œuvres d'origine européenne de manière à accorder le traitement national aux œuvres audiovisuelles qui remplissent certains critères linguistiques et d'origine concernant l'accès à la radiodiffusion ou à des formes similaires de transmission.	Les parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontières et les autres pays européens avec lesquels un accord peut être conclu.	Indéterminée. L'exemption n'est nécessaire, pour certains pays, que jusqu'à la conclusion ou la pleine mise en œuvre d'un accord d'intégration économique.	Ces mesures ont pour objectif, dans ce secteur, de promouvoir les valeurs culturelles tant parmi les États membres de la CE qu'avec d'autres pays d'Europe et d'atteindre certains objectifs de politique linguistique.
Services audiovisuels - Production et distribution d'œuvres cinématographiques et de programmes de télévision	Mesures fondées sur des accords-cadres de gouvernement à gouvernement concernant la coproduction d'œuvres audiovisuelles, qui octroient le traitement national aux œuvres audiovisuelles visées par ces accords, en particulier pour ce qui est de la distribution et de l'accès à un financement.	Les membres du Conseil de l'Europe et les signataires de la Convention culturelle du Conseil de l'Europe.	Indéterminée	Le but de ces accords est de promouvoir les liens culturels entre les pays concernés.

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services audiovisuels - Production et distribution de programmes de télévision et d'œuvres cinématographiques	Mesures ayant pour effet d'accorder la possibilité de bénéficier de programmes d'aide (par exemple, le Plan d'action pour une télévision de progrès, MEDIA ou EURIMAGES) aux œuvres audiovisuelles et aux fournisseurs de ces œuvres qui remplissent certains critères leur conférant l'origine européenne.	Pays d'Europe	Indéterminée. L'exemption n'est nécessaire, pour certains pays, que jusqu'à la conclusion ou la pleine mise en œuvre d'un accord d'intégration économique.	Le but de ces programmes est de préserver et de promouvoir l'identité régionale des pays européens unis par des liens culturels de longue date.

ANNEXE DU PROJET DE LISTE FINALE DE LA RÉPUBLIQUE D'ALBANIE
CONCERNANT LES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION DE BASE

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public, à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'elle souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'État.
